

Jeudi 19 octobre à 19h
VIVE LE DROIT DE MANGER SAINEMENT !



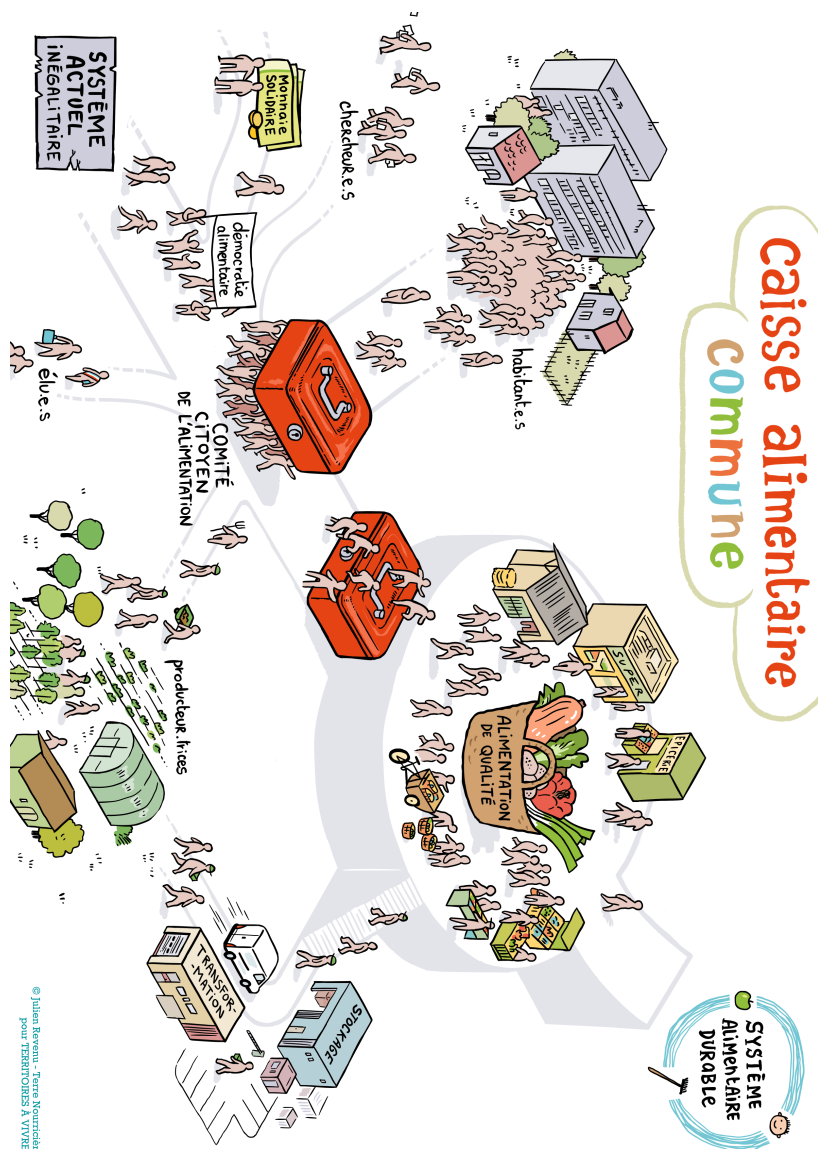
Pour imaginer une solution et pas du bricolage :

REUNION PUBLIQUE

Maison de la Vie Associative et Citoyenne du 14ème, 76 rue Daguerre

Garderie pour les enfants

contact : bspparissud@riseup.net



Afin de tenter de réduire la discrimination dans les écrits et de viser une représentation égale de toutes les personnes, le texte de cette brochure est écrit en écriture inclusive

Les crises se succèdent et l'inflation ne permet plus à une personne sur trois de se nourrir et encore moins de se nourrir sainement.

On s'organise, on récupère mais cela a des limites. Tous les magasins ne donnent pas et ce dont j'ai vraiment besoin, je ne le trouve qu'en achetant, et souvent c'est trop cher.

L'aide alimentaire est devenue une institution.

MAIS LA CHARITÉ, ÇA VEUT DIRE QUOI POUR MOI. POUR TOI ?

A un bout de la chaîne, des paysanEs n'arrivent pas à vivre dignement de leur travail, des commerçantEs mettent la clé sous la porte, étrangléEs par des loyers et des factures d'énergie exorbitantEs.

De l'autre côté, on culpabilise les bénéficiaires de l'aide alimentaire dont on entend

que c'est un peu leur faute d'en être arrivé là.

Cette violence injuste s'exerce sur les plus fragiles. Pourtant, l'alimentation n'est-elle pas un droit, pour nous toutes ?

Être libre de choisir ce que l'on mange peut coûter cher et quand on est seule ou qu'on n'a pas de cuisine, comment faire ?

D'UN BOUT À L'AUTRE DE LA CHAÎNE, PERSONNE N'Y GAGNE. ALORS, COMMENT FAIRE ?

Des Sociétés civiles d'alimentation, sortes de coopératives ouvrières ont existé dès le 19^e siècle, comme la Marmite dans le 14^e arrdt. Elles faisaient partie d'une vieille tradition d'auto-organisation ouvrière. Plusieurs nouvelles initiatives reprenant ces pratiques sont aujourd'hui expérimentées, en province, en banlieue et à Paris.

DOIT-ON GAGNER SON PAIN OU REVENDIQUER LE DROIT À L'ALIMENTATION ?

Des initiatives collectives ont vu le jour dès le 19^e siècle. Depuis cinq ans, l'idée d'une sécurité sociale de l'alimentation (SSA) fait son chemin et est expérimentée par des dizaines de collectifs en France. Cette «caisse alimentaire commune »

serait gérée par nous toutes.

Les idées fortes sont de cotiser selon ses moyens pour s'alimenter selon ses besoins, de nous permettre de manger sainement et d'être toutes solidaires (entre consommatrices mais aussi avec ceux qui nous nourrissent : paysanEs, artisanEs et commençantEs).



Cette « auto-organisation » nous libère des institutions, de leurs critères d'éligibilité et nous responsabilise.

COMMENT PENSER À UN SYSTÈME JUSTE POUR TOUTES ?

La SSA replace les actrices de la chaîne de l'alimentation au centre de ce qui les concerne : le choix, le prix, la qualité. L'alimentation est choisie selon les besoins. Le prix payé est proportionnel aux revenus. Il est juste pour toutes. Ceux qui prennent part à la caisse participent à sa gestion, au choix des prix, des produits, des commerces.

Mais alors, c'est où ? Qui soutient ? Comment ça marche ?

Venez vous renseigner et en discuter le jeudi 19 octobre à 19h à la MVAC